

erreicht haben, was einer Verringerung von 70 Prozent entspricht. Zur Erreichung dieses Ziels hat der Bundesrat am 13. Februar und am 23. August 1989 eine ganze Reihe zusätzlicher Massnahmen beschlossen.

Mme **Spoerry** présente au nom de la Commission de la santé publique et de l'environnement le rapport écrit suivant:

1. Signée à Genève en 1979, la Convention sur la pollution transfrontière à longue distance a été ratifiée par la Suisse en 1983.

Elle est accompagnée à ce jour de deux protocoles. Le premier a été signé en 1984; il régleme le financement à long terme du Programme concerté de surveillance et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP). Le second date de 1985; il vise à réduire d'au moins 30 pour cent les émissions de soufre ou de leurs flux transfrontières.

Le protocole additionnel qu'il s'agit désormais de ratifier a été conclu le 31 octobre 1988. Il porte sur la lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières.

Il prévoit deux phases: les Etats signataires ramèneront, d'ici au 31 décembre 1994, leurs émissions annuelles d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières au volume qu'ils ou qu'elles avaient atteint en 1987 et les maintiendront à ce niveau. Ils prendront ensuite, à partir du 1er janvier 1996, des mesures en vue de réduire ces émissions.

La majorité des Etats signataires n'ayant pu s'entendre sur une réduction immédiate de ces émissions, douze pays européens, emmenés par la Suisse, ont signé le 31 octobre 1988 à Sofia une déclaration dans laquelle ils se sont engagés à réduire volontairement leurs émissions d'oxydes d'azote de l'ordre de 30 pour cent d'ici à l'an 1998.

2. La Suisse est parfaitement en mesure de satisfaire aux obligations prévues par le Protocole. Elle peut aussi atteindre l'objectif que se sont fixés les douze pays européens. Les diverses mesures déjà arrêtées conformément à l'ordonnance du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air permettront en effet de réduire d'ici à 1995 les émissions d'oxydes d'azote de l'ordre de 35 pour cent par rapport à l'année de référence 1984. De plus, dans son rapport du 10 septembre 1986 sur la stratégie de lutte contre la pollution de l'air, le Conseil fédéral s'est fixé pour objectif de ramener d'ici à 1995 ces émissions à leur niveau de 1960, ce qui équivaut à une réduction de 70 pour cent. A cette fin, une série de mesures supplémentaires a été adoptée par le Conseil fédéral le 13 février et 23 août 1989.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt einstimmig, auf die Vorlage einzutreten, das Zusatzprotokoll zu genehmigen und den Bundesrat zu ermächtigen, es zu ratifizieren.

Proposition de la commission

La commission vous propose, à l'unanimité, d'entrer en matière, d'approuver ce protocole additionnel et d'autoriser le Conseil fédéral à le ratifier.

Le président: Le groupe des indépendants et des évangéliques déclare qu'il se rallie à cet arrêté fédéral.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes

91 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

88.229

Parlamentarische Initiative (Berger) Alkoholgesetz.

Selbsthilfe im Obstbau

Initiative parlementaire (Berger)

Loi sur l'alcool.

Entraide en arboriculture

Wortlaut der Initiative vom 21. Juni 1988

Die Bundesversammlung wird ersucht, gestützt auf Artikel 32bis der Bundesverfassung Selbsthilfemassnahmen im Obstbau einzuführen und zu diesem Zweck das Alkoholgesetz vom 22. Juni 1932 wie folgt zu ergänzen:

Artikel 24quinquies

Abs. 1

Erhebt eine Berufsorganisation bei den Obstproduzenten Beiträge zur Finanzierung von Selbsthilfemassnahmen, so kann der Bundesrat nichterfasste Produzenten zur Leistung von Solidaritätsbeiträgen verpflichten, wenn:

- die Selbsthilfemassnahmen allen Obstproduzenten zugute kommen;
- die Massnahmen in erster Linie dazu dienen, die Tafelobstproduktion den Absatzmöglichkeiten anzupassen sowie den Verkauf und die Qualität des Tafelobsts zu fördern;
- mehr als 50 Prozent der Produzenten, die zugleich über mehr als 50 Prozent der Obstkulturen verfügen, an die Organisation Beiträge entrichten.

Abs. 2

Die Solidaritätsbeiträge werden wie die Beiträge zur Finanzierung der Selbsthilfemassnahmen berechnet. Sie können progressiv gestaltet sein und dürfen 4 Prozent des mittleren Rohertrages nicht überschreiten.

Abs. 3

Die Solidaritätsbeiträge werden von der Eidgenössischen Alkoholverwaltung erhoben, es sei denn, der Bundesrat bezeichne eine andere Amtsstelle.

Abs. 4

Die Solidaritätsbeiträge stehen der Organisation für die Finanzierung der Massnahmen nach Absatz 1 zur Verfügung.

Abs. 5

Die Organisation muss der Eidgenössischen Alkoholverwaltung den Voranschlag und die Rechnung über die Verwendung der Beiträge zur Kenntnisnahme vorlegen.

Artikel 24sexies

Abs. 1

Wird der in Artikel 24quinquies vorgesehene Organisationsgrad nicht erreicht und verlangt die Branche die Anwendung von Artikel 24sexies, so kann der Bundesrat, anstatt die Erhebung von Solidaritätsbeiträgen anzuordnen, die Obstproduzenten vorübergehend und für höchstens drei Jahre zur Leistung von Produzentenbeiträgen verpflichten, die in erster Linie zur Anpassung der Tafelobstproduktion an die Absatzmöglichkeiten sowie zur Förderung von Verkauf und Qualität des Tafelobstes zu verwenden sind.

Abs. 2

Grundlage für die Berechnung der Produzentenbeiträge ist die Anbaufläche.

Abs. 3

Die Produzentenbeiträge können progressiv gestaltet sein und dürfen 6 Prozent des mittleren Rohertrags nicht überschreiten.

Abs. 4

Die Produzentenbeiträge werden von der Eidgenössischen Alkoholverwaltung erhoben, es sei denn, der Bundesrat bezeichne eine andere Amtsstelle.

Abs. 5

Die Höhe der Produzentenbeiträge wird vom Bundesrat nach Anhören der Branche festgesetzt.

Abs. 6

Die Produzentenbeiträge können der Branche zur Finanzierung der Massnahmen nach Absatz 1 zur Verfügung gestellt werden.

Abs. 7

Die Berufsorganisationen, denen Produzentenbeiträge zur Verfügung gestellt werden, müssen den Voranschlag und die Rechnung über die Verwendung dieser Beiträge der Eidgenössischen Alkoholverwaltung zur Genehmigung vorlegen.

Artikel 24septies

Die Kartoffel- und Obstproduzenten, -händler und -verwerter sowie ihre Organisationen müssen der Eidgenössischen Alkoholverwaltung sowie den Behörden und Organisationen, die mit Aufgaben und Massnahmen auf dem Gebiet der brennlosen Kartoffel- und Obstverwertung betraut sind, freien Zutritt zu ihren Grundstücken und zu den Betriebseinrichtungen gewähren und ihnen alle erforderlichen Auskünfte erteilen. Sie müssen zudem alle statistischen Angaben liefern, die für die Durchführung der erwähnten Aufgaben und Massnahmen erforderlich sind.

Der Bundesrat bestimmt das Inkrafttreten.

Texte de l'initiative du 21 juin 1988

Conformément à l'article 32bis de la Constitution fédérale, l'Assemblée fédérale est invitée à instituer des mesures d'entraide professionnelle dans le secteur fruitier en complétant la loi sur l'alcool du 22 juin 1932 de la manière suivante:

Article 24quinquies**Al. 1**

Si une organisation professionnelle perçoit auprès des producteurs fruitiers des contributions destinées au financement de mesures d'entraide, le Conseil fédéral peut obliger les producteurs non enregistrés à verser des contributions de solidarité, lorsque:

- les mesures d'entraide profitent à tous les producteurs de fruits
- les mesures servent en premier lieu à adapter la production de fruits de table aux possibilités d'écoulement ainsi qu'à promouvoir en plus, la vente et la qualité des fruits de table
- plus de 50 pour cent des producteurs, disposant de surcroît de plus de 50 pour cent des cultures fruitières, versent les contributions à l'organisation.

Al. 2

Les contributions de solidarité sont calculées comme celles servant à financer les mesures d'entraide. Elle peuvent être progressives et ne doivent pas dépasser 4 pour cent du rendement brut moyen.

Al. 3

Les contributions de solidarité sont perçues par la Régie fédérale des alcools, à moins que le Conseil fédéral ne désigne un autre office.

Al. 4

Les contributions de solidarité sont à la disposition de l'organisation pour financer les mesures mentionnées à l'alinéa 1.

Al. 5

L'organisation doit soumettre à la Régie fédérale des alcools le budget et le compte relatifs à l'emploi des contributions pour information.

Article 24sexies**Al. 1**

Si le degré d'organisation de 50 pour cent prévu par l'article 24quinquies n'est pas atteint, et si la branche demande la mise

en vigueur de l'article 24sexies, le Conseil fédéral peut, au lieu d'ordonner la perception de contributions de solidarité, astreindre provisoirement et pour la durée de trois ans au maximum les producteurs fruitiers au versement de contributions des producteurs, destinées en premier lieu à adapter la production de fruits de table aux possibilités d'écoulement ainsi qu'à promouvoir, en plus, la vente et la qualité des fruits de table.

Al. 2

La superficie des cultures sert de base au calcul des contributions des producteurs.

Al. 3

Les contributions des producteurs peuvent être progressives et ne doivent pas dépasser 6 pour cent du rendement brut moyen.

Al. 4

Les contributions des producteurs sont perçues par la Régie fédérale des alcools, à moins que le Conseil fédéral ne désigne un autre office.

Al. 5

Le montant des contributions des producteurs est fixé par le Conseil fédéral après consultation de la branche.

Al. 6

Les contributions des producteurs peuvent être mises à disposition de la branche pour financer des mesures conformément à l'alinéa 1.

Al. 7

Les organisations professionnelles auxquelles des contributions des producteurs sont mises à disposition doivent soumettre à l'approbation de la Régie fédérale des alcools le budget et comptes relatifs à l'emploi de ces contributions.

Article 24septies

Les producteurs, commerçants et utilisateurs de pommes de terre et de fruits de même que leurs organisations doivent accorder à la Régie fédérale des alcools, ainsi qu'aux autorités et organisations chargées de tâches et de mesures dans le domaine de l'utilisation des pommes de terre et des fruits sans distillation, libre accès aux terrains et installations de leur exploitation et leur fournir tous les renseignements nécessaires. Ils doivent en outre aussi communiquer toutes les données statistiques nécessaires à l'exécution des tâches et mesures mentionnées ci-dessus.

Le Conseil fédéral détermine l'entrée en vigueur.

Herr **Hari** unterbreitet im Namen der Kommission für Gesundheit und Umwelt den folgenden schriftlichen Bericht:

Schriftliche Begründung des Initianten**1. Ausgangslage**

In der schweizerischen Obstwirtschaft wird die Selbsthilfe bereits seit Jahrzehnten intensiv praktiziert. Dazu seien einige Beispiele mit Zahlen der letzten Jahre erwähnt.

– Gemeinschaftswerbung für Äpfel, Kirschen, Zwetschgen, Beeren, Apfelsaft, Apfelwein und Kirsch mit Gesamtaufwendungen per 1987 von 4 800 000 Franken, wovon 3/5 von Produzenten, Handel und Verarbeitern und 2/5 von der Eidgenössischen Alkoholverwaltung im Rahmen der Förderung der brennlosen Verwertung (nur für Äpfel, Kirschen, Zwetschgen und Apfelsaft) aufgebracht wurden.

– Qualitätsförderung (Beratung, Ausbildung, Kontrolle) über die ganze Früchtepalette kostete 1987 1 100 000 Franken, wovon die Eidgenössische Alkoholverwaltung 80 000 Franken und das Bundesamt für Landwirtschaft für konkrete Aufträge 70 000 Franken beisteuerten. Die restlichen Mittel, d. h. der grösste Teil, wurde von den Produzenten und vom Handel finanziert.

– Für Produktionslenkung, Produktionsanpassungen und Marktentlastungsmassnahmen beim Tafelkernobst (Selbsthilfe) bezahlten die Produzenten im Durchschnitt der letzten 10 Jahre 700 000 Franken, und dies praktisch ohne Staatsunterstützung. Zusammenfassend zahlen somit Produktion, Handel und Verarbeitung pro Jahr gegen 5 Millionen Franken (72 Prozent) als

Selbsthilfe, während sich der Bund mit etwa 2 Millionen Franken oder 28 Prozent beteiligt.

Aus diesen Zahlen ist ersichtlich, dass die schweizerische Obstwirtschaft der Selbsthilfe grosse Bedeutung zumisst. Dies ist sicher mit ein Grund, dass entsprechend von Staatsseite für den Obstsektor weniger Mittel aufgewendet werden als für die übrige Landwirtschaft.

– Probleme ergeben sich dort, wo die Selbsthilfebeiträge, bezogen auf die Produzentenpreise oder die Endroherträge, massgebliche Anteile ergeben. Als Beispiel seien die Beiträge der Tafelkernobstproduzenten erwähnt, welche bei einem Anteil von 2 bis 3 Prozent liegen. Mit steigenden Beiträgen sinkt der Anteil der freiwillig Mitmachenden, und gleichzeitig steigt derjenige der Nichtmitmacher, d. h. der Trittbrettfahrer. Wenn in den letzten zehn Jahren etwa 60 Prozent der Tafelkernobstproduzenten 14 Millionen Franken zur Selbsthilfe beigetragen haben, dann ergibt sich für die 40 Prozent Trittbrettfahrer eine «Einsparung» von fast 10 Millionen Franken. Der Nutzen aus den mit den 14 Millionen Franken getätigten Massnahmen wie Werbung, Qualitätsförderung, Strukturanpassung und Marktentlastung fiel allen zu, so auch den Trittbrettfahrern. Es erscheint deshalb als ein Akt der Gerechtigkeit, wenn auch diese Kreise in die Selbsthilfemassnahmen einbezogen werden.

2. Rückblick

– 1979 beantragte der Schweizerische Obstverband dem Bundesamt für Landwirtschaft, im Landwirtschaftsgesetz einen Artikel «Allgemeinverbindlichkeit» einzufügen. Das Bundesamt für Landwirtschaft lehnte ab.

– 1981, nach einem weiteren Vorstoss, begann eine Arbeitsgruppe unter Einbezug der Eidgenössischen Alkoholverwaltung mit der Ausarbeitung einer Lösung basierend auf dem Alkoholgesetz. Die neuen Artikel des Alkoholgesetzes stipulieren keine «Allgemeinverbindlichkeit» mehr, sondern ein Obligatorium für Selbsthilfebeiträge, also Solidaritätsbeiträge, und erst auf zweiter Stufe mehr staatlich orientierte Produzentenbeiträge als härtere Ausweichlösung respektive als Stimulus der ersten Stufe. Sie erwiesen sich als verfassungsmässig.

– 1983 eröffnete das Finanzdepartement unter Bundesrat W. Ritschard die Vernehmlassung.

– 1986 ergab die Auswertung der 76 eingegangenen Stellungnahmen folgendes Ergebnis:

74 Prozent grundsätzliche Zustimmung;

13 Prozent teilweise Zustimmung (Ablehnung der Produzentenbeiträge);

13 Prozent Ablehnung.

– 1987 (April) wird der bereinigte Entwurf zur Aenderung des Alkoholgesetzes der Eidgenössischen Alkoholverwaltung zuhanden des Finanzdepartementes eingereicht.

– 1988 lehnt der Chef des Finanzdepartementes eine parlamentarische Behandlung des Geschäftes in der laufenden Legislaturperiode ab; es sei denn, das Parlament beauftrage ihn dazu.

3. Zur Vorlage

Der Gesetzesentwurf im Anhang enthält mit Artikel 24quinquies das mögliche Obligatorium von Selbsthilfebeiträgen der Obstproduzenten also die Solidaritätsbeiträge: Wenn mehr als 50 Prozent freiwillig mitmachen, können die restlichen Obstproduzenten zu gleich grossen Selbsthilfeabgaben verpflichtet werden. Dieser Artikel sieht somit eine möglichst branchenorientierte Lösung vor und verhindert Staatseingriffe weitmöglichst.

Demgegenüber wird mit den in Artikel 24sexies stipulierten Produzentenbeiträgen mehr staatlicher Druck vorgesehen. Dieser Artikel soll aber nur zum Zuge kommen, wenn die freiwilligen 50 Prozent nicht erreicht werden und wenn die Branche es wünschen sollte. Die Anordnung von Produzentenbeiträgen soll jedoch vom Bundesrat längstens für drei Jahre eingeführt werden können.

4. Schlussfolgerungen

Für eine rasche Ergänzung des Alkoholgesetzes und damit für eine baldige Einführung von Solidaritätsbeiträgen in der Obstwirtschaft sprechen die folgenden Gründe:

41. Die schweizerische Obstwirtschaft und insbesondere die Obstproduzenten betreiben seit Jahrzehnten eine intensive, wirksame und eingespielte Selbsthilfe.

42. Ohne baldige Verpflichtung der freiwillig Mitmachenden besteht die Gefahr des «Ermüdens» und des Abbröckelns bei den bisher mitmachenden Produzenten, deren Produktionsanteil gegenwärtig etwa 70 Prozent beträgt.

43. In Anbetracht der Höhe der Selbsthilfebeiträge ist es nichts als gerecht, wenn alle Produzenten, also auch die bisherigen Trittbrettfahrer, einbezogen werden.

44. Die eigentlichen Verbandsbeiträge fallen nicht unter das angestrebte Obligatorium; also keine Zwangsmitgliedschaft beim Schweizerischen Obstverband.

45. Die Bezahler der Solidaritätsbeiträge werden in den Branchengremien zur Festlegung der Beitragshöhe und des Mitteleinsatzes vertreten sein und mitbestimmen können.

46. Die Vorbereitungen für die Gesetzesänderung sind mit der Formulierung des Gesetzestextes, den juristischen Abklärungen, der erfolgten und positiv abgeschlossenen Vernehmlassung schon weit fortgeschritten.

47. Die Verfassungsmässigkeit der Vorlage ist abgeklärt und auch vom Bundesamt für Justiz bestätigt worden. Zum gleichen Schluss der Verfassungsmässigkeit kommt auch Prof. Dr. iur. Paul Richli, Universität Bern («Der Bund», 9.1.88).

48. Mit der raschen Einführung der Aenderung des Alkoholgesetzes können ohne Präjudiz für andere Sektoren der Landwirtschaft kurzfristig wertvolle Erfahrungen auch für andere Sektoren erarbeitet werden.

49. Die ersehnte Förderung der Selbsthilfe wird bezüglich Integration Europas oder Gatt-Verhandlungen problemloser sein als vermehrte Staatshilfe.

410. Solidaritätsbeiträge fördern die Selbsthilfe, und diese wiederum kann tendenzmässig die Staatshilfe sinnvoll verkleinern.

In diesem Sinne sind die Schweizer Obstproduzenten an einer raschen Realisierung der Solidaritätsbeiträge interessiert.

Erwägungen der Kommission für Gesundheit und Umwelt

Die Kommission für Gesundheit und Umwelt steht dem Anliegen des Initianten positiv gegenüber.

Mit der Initiative sollen die Rechtsgrundlagen geschaffen werden, die es dem Bund ermöglichen, die Selbsthilfebestrebungen der Obstbranche – konkret des Schweizerischen Obstverbandes – zu unterstützen. Dabei geht es insbesondere darum sicherzustellen, dass auch nichtorganisierte Produzenten ihren Beitrag an die Selbsthilfebestrebungen leisten.

Unter den Begriff der Selbsthilfe fallen folgende Massnahmen:

– Anpassung des Tafelobstbaues an die Absatzmöglichkeiten (Beispiel: Ausrichtung von Rodebeiträgen an Produzenten, welche die Apfelanbaufläche verkleinern);

– Förderung des Obstabsatzes (Beispiel: Finanzierung der Werbung);

– Förderung der Obstqualität (Beispiel: Finanzierung der Qualitätskontrolle, Durchführung von Kursen).

Solche Massnahmen werden schon heute durchgeführt. Sie sollen aber verstärkt und ausgeweitet werden.

Die neuen Gesetzesartikel geben die Möglichkeit, von allen Erwerbsobstproduzenten Beiträge für die Finanzierung der Selbsthilfemassnahmen zu verlangen.

Zu den pflichtigen Betrieben sollen solche mit mindestens 20 Aren Obstkulturen zählen; die Beitragshöhe soll ca. 200 Franken je Hektare und Jahr betragen.

Die Beiträge würden bei Mitgliedern von Produzentenorganisationen durch den Schweizerischen Obstverband eingezogen; bei den Aussenseitern durch die Alkoholverwaltung oder eine von ihr beauftragte Stelle.

Dieses System bedingt, dass mindestens die Hälfte der Erwerbsobstproduzenten mit mindestens der Hälfte der gesamten Anbaufläche durch die Branchenorganisation erfasst wird. Trifft dies nicht zu, so könnte im Sinne einer Ersatzlösung der Bundesrat ermächtigt werden, bei allen Produzenten Pflichtbeiträge einzuziehen.

Aufgrund von Artikel 21ter des Geschäftsverkehrsgesetzes hat die Kommission im Rahmen der Vorprüfung insbesondere über folgende Punkte zu berichten:

a. Stand der Arbeiten der Bundesversammlung und der Verwaltung zum gleichen Gegenstand:

In der Bundesversammlung wird zurzeit dieses Thema nur von der vorliegenden Initiative berührt.

Hingegen hat die Verwaltung eingehende Vorarbeiten geleistet, wie dies auch aus der Begründung des Initianten hervorgeht. Das Finanzdepartement stellte aber die Vorlage zurück, der Bundesrat nahm sie nicht in den Legislaturplan 1987-1991 auf.

b. Aufwand und Zeitplan der parlamentarischen Arbeit:

Falls der Nationalrat beschliesst, der Vorlage sei Folge zu geben, benötigt die Kommission rund 9 Monate, um einen Gesetzestext mit Bericht auszuarbeiten. Eine erneute Vernehmlassung zum gleichen Thema ist nicht nötig. Hingegen muss die Verfassungsmässigkeit vertieft abgeklärt werden. Für die Stellungnahme des Bundesrates sind 6 Monate zu rechnen und für die Behandlung durch den Ständerat ebenfalls etwa 6 Monate. Zusammen mit einer allfälligen Differenzvereinbarung muss vom Datum der Beschlussfassung des Nationalrates betreffend «Folge geben» mit einem Zeitbedarf von rund zwei Jahren gerechnet werden.

c. Möglichkeit, das angestrebte Ziel mit einer Motion oder einem Postulat zu erreichen:

Die Kommission für Gesundheit und Umwelt ist der Ansicht, dass das Ziel mit einer Motion oder einem Postulat kaum erreicht werden kann.

Obwohl fertige Entwürfe vorliegen und für den Bund keine Mehrkosten entstehen, hat der Bundesrat nichts unternommen, und es ist anzunehmen, dass auch eine Motion oder ein Postulat nicht viel ändern könnte.

M. Hari présente au nom de la Commission de la santé publique et de l'environnement le rapport écrit suivant:

Développement de l'initiative

1. Situation de départ

Dans l'arboriculture suisse, l'entraide se pratique déjà de façon intensive depuis des décennies. En voici quelques exemples comportant les chiffres des dernières années:

- La publicité collective pour les pommes, les cerises, les pruneaux, les baies, le jus de pomme, le cidre et le kirsch avec des dépenses globales pour 1987 de fr. 4 800 000, dont 3/5 furent assurés par les producteurs, le commerce et l'industrie de transformation, et 2/5 par la Régie fédérale des alcools dans le cadre de l'encouragement de l'utilisation sans distillation (seulement pour les pommes, les cerises, les pruneaux et le jus de pomme).

- La promotion de la qualité (conseil, formation professionnelle et contrôle) a coûté, pour tout l'éventail des fruits en 1987, fr. 1 100 000, dont fr. 80 000 furent versés par la Régie fédérale des alcools, et fr. 70 000 par l'Office fédéral de l'agriculture dans des ordres précis. Le reste du montant, c'est-à-dire la plus grande partie, fut financé par les producteurs et le commerce.

- Pour l'orientation de la production, ses adaptations, ainsi que les mesures de soulagement du marché quant aux fruits à pépins de table (l'entraide), les producteurs ont payé en moyenne des 10 dernières années fr. 700 000, cela pratiquement sans le soutien de l'Etat.

En résumé, la production, le commerce et l'industrie de transformation payent ainsi près de 5 mio de francs par année (72 pour cent) comme entraide, tandis que la Confédération participe avec 2 million de francs ou 28 pour cent.

Ces chiffres montrent clairement que l'arboriculture suisse attribue une grande importance à l'entraide. C'est assurément une raison pour laquelle moins de fonds sont accordés par l'Etat au secteur fruitier qu'au reste du secteur agricole.

- Les problèmes surviennent là où, par rapport au prix à la production ou au produit final brut, les contributions d'entraide constituent des parts considérables. Un exemple peut être trouvé dans les contributions des producteurs de fruits à pépins de table qui en sont à une part de 2 à 3 pour cent. Plus les contributions augmentent, et plus le nombre des volontaires baisse. En même temps augmente le nombre de ceux qui ne s'y prêtent pas, c'est-à-dire des resquilleurs. Si l'on considère que pendant les dix dernières années, quelque 60 pour cent des producteurs de fruits à pépins de table ont versé à

l'entraide 14 mio de francs, il en résulte pour les 40 pour cent de «resquilleurs» une «économie» de près de 10 millions de francs. L'avantage tiré des mesures financées par les 14 millions de francs telles que les mesures publicitaires, la promotion de la qualité, l'adaptation structurelle et le soulagement du marché, a profité à tout le monde y compris les resquilleurs. Il semble par conséquent que c'est un acte de justice que de faire participer ces milieux aussi aux mesures d'entraide.

2. Rétrospective

- En 1979, la Fruit-Union Suisse a demandé à l'Office fédéral de l'agriculture d'incorporer dans la Loi sur l'agriculture un article intitulé «Obligation générale». L'Office fédéral de l'agriculture a refusé.

- En 1981, après une nouvelle tentative, un groupe de travail a commencé, avec la participation de la Régie fédérale des alcools, à élaborer une solution basée sur la Loi sur l'alcool. Les nouveaux articles de la Loi sur l'alcool ne stipulent plus «d'obligation générale», mais plutôt une obligation de contributions d'entraide, donc des contributions de solidarité au deuxième niveau, des contributions de producteurs orientées par l'Etat, en tant que solution de rechange plus sévère, à savoir comme stimulant du 1er niveau. Ils se révélèrent être constitutionnels.

- En 1983, le Département des Finances sous le conseiller fédéral W. Ritschard a ouvert la consultation.

- En 1986, le dépouillement des 76 prises de position communiquées a donné le résultat suivant:

74 pour cent d'approbations par principe

13 pour cent d'approbations partielles

13 pour cent de rejets

- En avril 1987, le projet adapté visant la modification de la Loi sur l'alcool est présenté à la Régie fédérale des alcools à l'intention du Département des Finances.

- En 1988, le chef du Département des Finances refuse un traitement de l'affaire au Parlement pendant l'actuelle période législative, sous réserve que le Parlement lui en fasse la demande.

3. Le projet

Le projet de loi contient dans l'article 24quinquies la possibilité d'une obligation de contributions d'entraide des producteurs fruitiers, donc de contributions de solidarité: si plus de 50 pour cent acceptent de leur propre gré, les autres producteurs fruitiers peuvent être obligés de verser les mêmes contributions d'entraide. Cet article prévoit une solution orientée autant que possible vers la branche, et évite autant que possible les interventions de l'Etat.

Par contre, les contributions des producteurs stipulées dans l'article 24sexies permettent davantage de pression de la part de l'Etat. Mais cet article ne sera envisagé que lorsque les 50 pour cent de volontaires ne sont pas réunis et si la branche le souhaite. Cependant, l'ordonnance de contributions des producteurs sera introduite par le Conseil fédéral pour une durée maximale de 3 années.

4. Conclusions

Les raisons indiquées ci-après justifient un rapide complètement de la Loi sur l'alcool, et par là une introduction rapide des contributions de solidarité dans l'arboriculture:

41. L'arboriculture suisse et notamment les producteurs arboricoles pratiquent depuis des décennies une entraide intensive, efficace et adaptée.

42. Sans une obligation rapide des volontaires, il existe le danger de la «fatigue» et de l'effritement de ceux des producteurs qui ont tenu jusque-là et dont la production actuelle se monte à environ 70 pour cent.

43. En raison du montant des contributions d'entraide, il serait équitable que tous les producteurs soient amenés à y participer, y compris les «resquilleurs».

44. Les contributions de la Fruit-Union Suisse (FUS) à proprement parler ne tombent pas sous l'obligation souhaitée; il n'existe donc pas d'adhésion obligatoire au sein de la FUS.

45. Ceux qui payent les contributions de solidarité seront représentés au sein des organismes de la branche et participeront aux décisions concernant la fixation du montant de la contribution et l'utilisation des fonds.

46. Les préparatifs de la modification de la loi ont bien avancé concernant le libellé du texte légal, les éclaircissements d'or-

dre juridique et la consultation qui s'est achevée de manière positive.

47. La constitutionnalité du projet est établie. Elle a également été confirmée par l'Office fédéral de la justice. La même conclusion de conformité à la constitution a également été établie par le prof. Dr. iur. Paul Richli, de l'Université de Berne (*Der Bund*, 9.1.88).

48. Une rapide introduction de la modification de la Loi sur l'alcool permettrait, sans porter préjudice à d'autres secteurs de l'agriculture, d'élaborer à court terme de précieuses expériences pour d'autres secteurs également.

49. Un encouragement accru de l'entraide comportera moins de problèmes par rapport à l'intégration européenne ou aux négociations du GATT, qu'une aide accrue de la part de l'Etat.

410. Les contributions de solidarité encouragent l'entraide, et celle-ci peut à son tour réduire raisonnablement l'aide étatique dans sa tendance.

En ce sens, les producteurs arboricoles suisses aspirent à une rapide réalisation du projet de solidarité.«

Considérations de la Commission de la santé publique et de l'environnement

La Commission de la santé publique et de l'environnement accueille favorablement les propositions formulées par l'auteur de l'initiative.

L'initiative vise à créer les bases légales permettant à la Confédération de soutenir les efforts d'entraide des milieux fruitiers, plus précisément par la Fruit-Union Suisse. Il s'agit en particulier d'assurer la participation des producteurs non organisés aux efforts d'entraide.

Par entraide, il faut entendre les mesures suivantes:

– adaptation des cultures de fruits de table aux possibilités d'écoulement

exemple: versement de primes d'arrachage aux producteurs qui réduisent la surface de leur pommeraie

– promotion des ventes de fruits

exemple: financement de la publicité

– promotion de la qualité des fruits

exemple: financement du contrôle de la qualité, mise sur pied de cours

De telles mesures sont déjà prises à l'heure actuelle. Il est nécessaire cependant de les renforcer et de les étendre.

Les nouvelles dispositions légales offrent la possibilité de demander des contributions pour le financement des mesures d'entraide à tous les arboriculteurs professionnels.

Les exploitations imposables devraient au moins compter 20 ares de cultures fruitières. Les contributions devraient s'élever à quelque 200 francs par hectare et par an.

Les contributions seraient perçues par la Fruit-Union Suisse auprès des membres d'organisations de producteurs; la Régie des alcools ou un office mandaté par elle les encaisserait auprès des non-membres.

Ce système suppose qu'au moins la moitié des arboriculteurs professionnels détenant au minimum les 50 pour cent de la surface totale. Si ce n'est pas le cas, le Conseil fédéral pourrait être autorisé, à titre de solution de rechange, à réclamer une contribution obligatoire à tous les producteurs.

Conformément à l'article 21ter de la loi sur les rapports entre les conseils, la commission, dans le cadre de l'examen préliminaire, a pour tâches de faire rapport en particulier sur:

a. l'état des travaux sur le même objet au Parlement et dans l'administration

Au Parlement, ce problème n'a été soulevé qu'en raison de la présente initiative.

En revanche, comme il ressort d'ailleurs de l'exposé des motifs de l'auteur de l'initiative, l'administration a déjà réalisé des travaux précis dans ce domaine. Toutefois, le Département des finances a renvoyé à plus tard le projet; le Conseil fédéral ne l'a pas inscrit dans le programme de législation 1987–1991.

b. l'ampleur et le calendrier du travail parlementaire

Au cas où le Conseil national décide de donner suite au projet, la commission a besoin d'environ 9 mois pour élaborer un texte de loi accompagné d'un rapport. Une nouvelle procédure de consultation concernant cet objet n'est pas nécessaire. En revanche, la question de sa constitutionnalité exige

un examen plus approfondi. Le Conseil fédéral aura besoin de 6 mois pour prendre position et le traitement du projet par le Conseil des Etats exigera 6 mois également. Ainsi, avec une éventuelle élimination des divergences, il faut compter 2 ans à partir du moment où le Conseil national aura décidé de donner suite à l'initiative.

c. la possibilité de transformer l'initiative en motion ou postulat pour atteindre le but visé

La Commission de la santé publique et de l'environnement est de l'avis que le but ne peut guère être atteint avec une motion ou un postulat.

Bien que des projets complets aient été présentés et que la Confédération n'ait pas à supporter des frais supplémentaires, le Conseil fédéral n'a rien entrepris. Partant, il faut bien admettre qu'une motion ou un postulat ne pourrait pas changer grand chose non plus.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt dem Nationalrat einstimmig, der Initiative Folge zu geben.

Proposition de la commission

La commission, à l'unanimité, propose au Conseil national de donner suite à l'initiative.

Angenommen – Adopté

86.240

Parlamentarische Initiative (Eggli-Winterthur)

Artikel 325 OR. Aenderung

Initiative parlementaire (Eggli-Winterthur)

Article 325 CO. Modification

Siehe Jahrgang 1988, Seite 1459 – Voir année 1988, page 1459

Bericht und Beschlussentwurf der Petitions- und Gewährleistungskommission vom 30. August 1989 (BBI III, 1233)
Rapport et projet d'arrêté de la Commission des pétitions et de l'examen des constitutions cantonales du 30 août 1989 (FF III, 1189)

Stellungnahme des Bundesrates vom 11. Dezember 1989
(BBI 1990 I, 120)

Avis du Conseil fédéral du 11 décembre 1989 (FF 1990 I, 108)

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Hess Peter, Berichterstatter: Ich möchte Sie darauf hinweisen, dass Sie in dieser Session drei verschiedene Dokumente ausgeteilt erhalten haben: nämlich den Bericht der Petitions- und Gewährleistungskommission, das ist das kleine gelbe Büchlein, und die Stellungnahme des Bundesrates. Dann wurde aber fälschlicherweise auch der frühere, erste Bericht der Petitions- und Gewährleistungskommission ausgeteilt; den können Sie wegwerfen, weil er seinerzeit bereits im Rat verabschiedet wurde und überhaupt Gegenstand für die Arbeit der Petitions- und Gewährleistungskommission war.

Dem Antrag und Bericht der Petitions- und Gewährleistungskommission selbst können Sie entnehmen, dass es bei der parlamentarischen Initiative von Herrn alt Kollega Eggli-Winterthur darum geht, im Obligationenrecht eine Bestimmung einzufügen, gemäss welcher die Abtretung oder Verpfändung künftiger Lohnforderungen unzulässig ist. Ich verzichte darauf, die Details zu kommentieren, weil sämtliche Ueberlegungen der Kommission, die dieser Initiative einstimmig gefolgt ist und den Gesetzesvorschlag mit Zustimmung des Bundesra-

Parlamentarische Initiative (Berger) Alkoholgesetz. Selbsthilfe im Obstbau
Initiative parlementaire (Berger) Loi sur l'alcool. Entraide en arboriculture

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.229
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	22.06.1990 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1229-1233
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 714

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.